

La politique stalinienne, dans la question anglo-russe, restera pour toujours un modèle classique de celle du *centrisme glissant vers la droite*, tenant l'étrier à de véritables traîtres, et recevant en récompense des coups et des bosses. Les questions russe et chinoise présentent de grandes difficultés pour les communistes européens en raison des conditions particulières de la Chine et de la Russie. Il en est autrement en ce qui concerne la question du bloc politique avec les chefs des *trades-unions* anglaises. Nous sommes ici en présence d'un problème fondamental de la politique européenne. Le cours de Staline dans cette question foula aux pieds les bases du bolchevisme et l'alphabet théorique du marxisme de la façon la plus flagrante, la plus cynique et la plus périlleuse. L'expérience du Comité anglo-russe a réduit presque à rien la signification des grandes grèves de 1926 au point de vue éducation, et a retardé le développement du mouvement ouvrier anglais pour toute une série d'années. Celui qui n'a pas compris cela à présent n'est pas un marxiste, n'est pas un homme politique révolutionnaire du prolétariat. Si, par surcroît, il proteste contre le bureaucratisme stalinien, cela n'a à mes yeux aucun prix. L'orientation opportuniste du Comité anglo-russe ne pouvait être appliquée qu'en luttant contre les vrais éléments révolutionnaires de la classe ouvrière. Et ceci à son tour, ne peut se concevoir qu'en suivant la voie de l'écrasement et de la répression, surtout dans un Parti ayant un passé révolutionnaire comme celui du Parti bolchevik.

Deuxièmement. J'ai également beaucoup écrit au cours des deux dernières années sur la *question chinoise*. Peut-être réussirai-je à rassembler ces écrits dans un livre séparé. L'étude des problèmes de la Révolution chinoise est une condition indispensable de l'éducation de l'Opposition et de la délimitation au point de vue des idées dans ses rangs. Les éléments qui, dans cette question, n'ont pas pris position clairement et nettement, montrent par là-même qu'ils sont bornés au point de vue national, ce qui, en soi-même, est un symptôme certain d'opportunisme.

Troisièmement. Enfin la question russe. En raison des conditions créées par la Révolution d'Octobre, les trois tendances classiques du socialisme : premièrement le marxisme, deuxièmement le centrisme et troisièmement l'opportunisme, s'expriment dans l'ambiance soviétique de la façon la plus nette et la plus claire, c'est-à-dire qu'ils sont pénétrés d'un contenu social absolument indiscutable. Nous avons en U.R.S.S. l'aile *droite* en liaison avec les intellectuels qualifiés et les petits propriétaires, le *centre* en équilibre sur la corde de l'Appareil entre les classes et l'aile *gauche* représentant l'avant-garde prolétarienne pendant une époque réaction-

naire. Je ne veux évidemment pas dire par là que l'aile gauche soit exempte d'erreurs ou que nous puissions nous passer d'une critique intérieure sérieuse et s'exerçant ouvertement. Mais cette critique doit avoir une base de classe claire, c'est-à-dire qu'elle doit s'appuyer sur une des trois tendances historiques ci-dessus citées. Tenter de nier l'existence de ces tendances, s'efforcer de s'élever au-dessus d'elles, c'est aller inévitablement vers un piteux échec. Ce sont les éléments de droite qui entrent le plus souvent dans cette voie quand ils n'ont pas encore pris conscience d'eux-mêmes, ou qu'ils ont intérêt à ne pas effrayer trop tôt ceux qui forment leur propre aile gauche.

Pour autant que je sache, Brandler et Thalheimer ont considéré que durant ces dernières années, la politique du Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. dans les questions économiques fut tout à fait juste. Telle fut la situation jusqu'au zigzag de Staline vers la gauche. Au fond ils doivent maintenant sympathiser avec la politique qui fut appliquée le plus ouvertement en 1924-27 et que représente actuellement l'aile Rykov, Boukharine, etc. Il semble que c'est également de ce côté que penche Souvarine.

Il va de soi que je ne puis ici poser le problème économique de l'U.R.S.S. dans toute son étendue. Ce qui a été dit dans notre plate-forme reste vrai dans toute sa force. Il serait seulement utile que l'Opposition de droite donne une critique claire et précise de notre plate-forme sur ce point. Pour lui faciliter ce travail, je veux mettre ici en avant quelques considérations fondamentales.

Les droitiers estiment que si on laisse plus d'espace à l'exploitation paysanne individuelle, on pourrait triompher des difficultés actuelles. Je n'ai pas l'intention de nier cela. Miser sur le *fermier capitaliste* (sur le « koulak » européenisé ou américain) donnera incontestablement des fruits, mais ce sont là des fruits capitalistes qui lors d'une des étapes assez rapprochées, amèneraient l'écroulement politique du pouvoir des Soviets. En 1924-26 on ne fit que les premiers pas en misant sur ce fermier. Néanmoins on arriva ainsi à un relèvement extraordinaire de la conscience d'elle-même de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, qui s'empara de beaucoup de soviets de la base, à une augmentation de la force de la bureaucratie devenant consciente d'elle-même, à une pression contre les ouvriers, à l'écrasement complet de la démocratie dans le Parti. Celui qui ne comprend pas l'interdépendance de ces faits, ne comprend en général rien à la politique révolutionnaire. Il est absolument incompatible avec la dictature du prolétariat de suivre un cours allant vers le fermier capitaliste. Ici il faut choisir.

Prenons pourtant le côté strictement économique

de la question. Il existe entre l'industrie et l'exploitation paysanne une interdépendance dialectique. Mais l'industrie, en tant que principe beaucoup plus dynamique, constitue l'élément animateur. Le paysan a besoin de produits industriels à échanger contre son blé. La révolution démocratique dirigée par les bolcheviks lui a donné la terre. La révolution socialiste, s'accomplissant sous la même direction, continue encore à lui donner moins de marchandises et à des prix plus élevés que ne le faisait en son temps le capitalisme. C'est justement pour cela que la révolution socialiste, différant en ceci de sa base démocratique, est menacée. Le paysan répond au manque de produits industriels par une grève agricole passive : il n'amène pas au marché le blé existant et n'augmente pas les emblavures. Les droitiers estiment qu'il faut laisser plus d'espace aux tendances capitalistes de la campagne, moins lui prendre, et ralentir l'allure du développement de l'industrie. Mais, alors, cela signifiera que la quantité des produits agricoles sur le marché augmentera tandis que celle des marchandises industrielles diminuera encore. La disproportion qui existe entre eux et qui est à la base de la crise économique actuelle s'accroîtra plus fortement. Il y aura une issue possible, consistant à exporter à l'étranger les céréales des fermiers et à importer en échange des objets européens tout usinés pour ces fermiers, c'est-à-dire pour les paysans les plus riches. Cela veut dire, en d'autres mots, établir une alliance entre l'économie des fermiers exportateurs et le capitalisme mondial au lieu de l'union entre l'exploitation paysanne groupée par la coopération et l'industrie socialiste. L'Etat se transforme non pas en un constructeur de l'économie socialiste, mais bien en un intermédiaire entre le capitalisme mondial et celui de l'intérieur du pays. Sans aucun doute, ces deux partenaires élimineront très rapidement l'intermédiaire, en commençant évidemment par le monopole du commerce extérieur. En effet, le développement libre de l'exploitation des fermiers recevant de l'étranger ce qui leur est nécessaire en échange de l'exportation des blés, présume le libre échange des marchandises et non pas le commerce extérieur monopolisé dans les mains de l'Etat.

Les droitiers disent parfois que Staline a appliqué la plate-forme de l'Opposition et en aurait démontré l'inanité. Il est vrai que Staline s'est effrayé, ayant heurté son front empirique contre les conséquences du cours « fermier » (koulak) qu'il implantait si aveuglément en 1924-27. Il est vrai qu'ayant fait un bond vers la gauche, Staline utilisa les débris de la plate-forme de l'Opposition. Mais il est radicalement faux qu'il ait réalisé la plate-forme économique de l'Opposition. Celle-ci exclut tout d'abord toute ligne de conduite menant

vers une économie fermée, isolée. Il est absurde de s'efforcer de séparer l'économie soviétique du marché mondial par une muraille de Chine. Le sort de cette économie sera décidé par l'allure générale de son développement (y compris l'agriculture), et nullement par le degré de son « autonomie » dans la division mondiale du travail. Tous les plans économiques de la direction de Staline ont été basés jusqu'à présent sur la *réduction des affaires avec l'étranger* au cours des 5-10 années prochaines. On ne peut qualifier cela autrement que de crétinisme petit-bourgeois. Cette façon de poser la question n'a rien de commun avec l'Opposition. En revanche, elle se déduit entièrement de la théorie du socialisme dans un seul pays.

La tendance de Staline à relever l'industrialisation le rapproche extérieurement de l'Opposition. Mais ce n'est là qu'un aspect superficiel. L'industrialisation socialiste présuppose un vaste plan médité dans toute son intégralité, où l'orientation du développement intérieur serait intimement liée avec une utilisation croissante du marché mondial, tout en maintenant avec intransigeance le monopole du commerce extérieur. Ce n'est que dans cette voie que l'on peut non pas liquider, ni éliminer, mais atténuer les contradictions d'une évolution socialiste s'effectuant dans un entourage capitaliste, consolider la puissance économique de la République des Soviets, améliorer les rapports économiques des villes et des campagnes, et renforcer la dictature du prolétariat. La politique stalinienne des zigzags empiriques ne fait qu'empirer la situation.

Tels sont les trois critères fondamentaux servant à la délimitation intérieure de l'Opposition. Ils sont puisés dans la vie de trois pays. Evidemment, tous les autres pays ont leurs propres problèmes; l'attitude observée envers ceux-ci déterminera la position de chaque groupe séparé et de chaque communiste considéré isolément. Certaines de ces questions nouvelles peuvent demain passer au premier plan et repousser toutes les autres en arrière. Mais, *aujourd'hui*, les trois questions citées me paraissent décisives. Il est impossible de trouver sa place dans les groupements principaux du communisme sans avoir pris nettement et clairement position en face de ces problèmes.

Voilà tout ce que je puis dire jusqu'à présent à propos des questions que vous m'avez posées. S'il se trouvait qu'en raison d'une connaissance insuffisante des publications parues, j'aie mal compris Brandler, Souvarine et leurs amis d'idées, il va de soi que je m'empresserais d'introduire dans mon appréciation les rectifications à déduire des faits et documents qui me seraient signalés.

Le 31 Mars 1929.

L. TROTSKY.